

LA FORCE DU PEUPLE



Jean-Luc
Mélenchon

Élection présidentielle - 1^{er} tour - 23 avril 2017

INTRODUCTION DE JEAN-LUC MÉLENCHON	4
UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE POUR LA 6^e RÉPUBLIQUE	6
PROCESSUS CONSTITUANT UNE ASSEMBLÉE POPULAIRE	
POUR DE NOUVEAUX DROITS DANS LES ENTREPRISES	7
STOPPER LES LICENCIEMENTS ASSOCIER LES SALARIÉS SÉCURISER LES PARCOURS	
POUR UNE JUSTICE AU NOM DU PEUPLE	8
INVESTIR POUR LA JUSTICE CHANGER DE LOGIQUE DES LOIS RATIONNELLES	
POUR LA SÉCURITÉ, RETOUR À LA RAISON	9
UNE POLICE RÉPUBLICAINE DES MOYENS À LA HAUTEUR ANTI-TERRORISME CONSÉQUENT	
POUR UNE ÉCONOMIE LIBÉRÉE DE LA FINANCE	10
ARRÊTER LA SPÉCULATION CONTRÔLER LA FINANCE POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL	
POUR LE PLEIN EMPLOI, CRÉER & PARTAGER	11
DE NOUVEAUX EMPLOIS PROTECTIONNISME SOLIDAIRE PROTÉGER NOS EMPLOIS	
POUR UNE RETRAITE GARANTIE & SOLIDAIRE	12
DROIT À UNE RETRAITE DIGNE RÉGIME PAR RÉPARTITION UN FINANCEMENT DIVERSIFIÉ	
POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	13
ÉGALITÉ DE SALAIRES GARANTIR LES DROITS COMBATTRE LE SEXISME	
POUR UN LOGEMENT UNIVERSEL & DURABLE	14
TOUS LOGÉS MIEUX LOGÉS LE LOGEMENT STABLE	

L'EAU, NOTRE BIEN COMMUN	18
GARANTIR L'ACCÈS	
LUTTER CONTRE LA POLLUTION	
POUR UNE GESTION PUBLIQUE	
POUR UNE AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE & PAYSANNE	19
UNE AGRICULTURE BIOLOGIQUE	
UNE AGRICULTURE PAYSANNE	
POUR UNE EUROPE LIBÉRÉE DES TRAITÉS	20
NOS EXIGENCES	
PLAN A	
PLAN B	
POUR UNE FRANCE INDÉPENDANTE AU SERVICE DE LA PAIX	21
RENFORCER L'ONU	
AGIR POUR LA PAIX	
CONSTRUIRE L'ALTERMONDIALISME	
RÉGLER LES CAUSES DES MIGRATIONS	22
AGIR À L'INTERNATIONAL	
AGIR POUR LA PAIX	
POUR UNE SANTÉ PUBLIQUE ET GRATUITE	23
PRÉVENIR	
L'ACCÈS AUX SOINS	
DES SOINS DE HAUTE QUALITÉ	
POUR UNE ÉDUCATION PUBLIQUE, LAÏQUE ET GRATUITE	24
CONTRE LES INÉGALITÉS	
POUR L'EXCELLENCE	
DÉMOCRATISER LA CULTURE POUR L'EXCEPTION CULTURELLE FRANÇAISE	25
CRÉATION ET TRANSMISSION	
LA CULTURE NUMÉRIQUE	
STABILISER LES MÉTIERS	
LA MER, NOTRE NOUVEL HORIZON	26
DE NOUVEAUX EMPLOIS	
LES ÉNERGIES MARINES	
FAVORISER LA PÊCHE PROPRE	
L'ESPACE, NOTRE AMBITION	27
APPROFONDIR LES CONNAISSANCES	
PROTÉGER NOTRE BIEN COMMUN	
DÉVELOPPER LA COOPÉRATION	
POUR DE NOUVEAUX DROITS ET LIBERTÉS NUMÉRIQUES	28
AU SERVICE DES CITOYENS	
PROTÉGER DES MULTINATIONALES	
SOUTENIR L'INNOVATION	



Notre intelligence collective peut surmonter toutes les difficultés si nous nous mettons tous au service du bien commun.

La devise de notre République, « Liberté, Égalité, Fraternité », nous fixe un cap.

Nous devons assumer nos responsabilités non seulement pour nous-mêmes mais devant l'humanité universelle.

J'y suis préparé. Vous y êtes prêts, je le sais.

*Avec la force du peuple, tout est possible !
Jean-Luc Mélenchon*



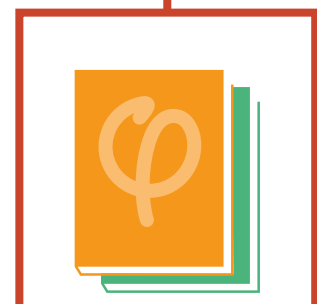
**VOUS DÉSIREZ
EN SAVOIR PLUS
SUR NOS PROPOSITIONS?**

**CLIQUEZ SUR LES ICÔNES
SITUÉES EN BAS DES PAGES**

**LE PROGRAMME COMPLET SUR LE SITE
LAEC.FR**

**LES LIVRETS THÉMATIQUES SUR LE SITE
AVENIRENCOMMUN.FR**

**LES VIDÉOS SUR
LA CHAÎNE YOUTUBE**





UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE POUR LA 6^e RÉPUBLIQUE

La monarchie présidentielle est à bout de souffle. Il faut l'abolir. Nous voulons en finir avec la V^e République. L'oligarchie et la caste au pouvoir ne représentent pas le peuple. Pour cela, nous proposons aux Français d'écrire une nouvelle Constitution, celle de la 6^e République.

Le peuple souverain doit redéfinir nos règles démocratiques et définir de nouveaux droits sociaux, écologiques et émancipateurs.

PROCESSUS CONSTITUANT

Convocation d'une Assemblée constituante par référendum (article 11 de la Constitution actuelle)

Transparence des travaux pendant toute la durée d'écriture de la nouvelle Constitution

Référendum final d'approbation par le peuple français

UNE ASSEMBLÉE POPULAIRE

Permettre à **tous les citoyens d'y participer** (congés professionnels, rémunération pendant les travaux)

Aucun parlementaire de la V^e République

Autant de femmes que d'hommes

Désignation à la proportionnelle nationale, incluant des personnes tirées au sort

Une fois adoptée, la Constitution de la 6^e République ouvrira une nouvelle ère : le président élu, Jean-Luc Mélenchon, démissionnera pour permettre que les nouvelles règles de la vie démocratique et les nouveaux droits acquis s'appliquent immédiatement.





POUR DE NOUVEAUX DROITS

DANS LES ENTREPRISES

Relancer l'économie ne suffira pas à créer des emplois, il faut casser les dominations financières et limiter le pouvoir des actionnaires. Le contrat de travail seul ne garantit pas les droits des ouvriers et salariés, c'est la Loi qui protège. Il est temps de faire rentrer la citoyenneté dans l'entreprise.

STOPPER LES LICENCIEMENTS

Interdire les licenciements boursiers

Interdire le versement de dividendes des entreprises qui licencient en cas de difficultés économiques

Accorder un droit de veto suspensif aux comités d'entreprise sur les plans de licenciements

ASSOCIER LES SALARIÉS

Droit de préemption aux salariés pour former une coopérative en cas de fermeture ou de vente de leur entreprise

Instauration d'un vote de défiance des salariés à l'encontre des dirigeants d'entreprise ou des projets stratégiques avec obligation d'examiner les contre-propositions présentées par les syndicats

SÉCURISER LES PARCOURS

Assurer la continuité des droits personnels hors du contrat de travail (droit à la formation, ancienneté, etc.)

Garantir le revenu en cas de perte d'emploi ou de **retrait d'activité**, dans le cadre d'une Sécurité sociale professionnelle

Une politique économique créatrice d'emplois, utile écologiquement et socialement, qui donne de nouveaux droits aux salariés et à leurs représentants dans les entreprises.



POUR UNE JUSTICE AU NOM DU PEUPLE

Le service public de la justice ne peut plus correctement assurer sa mission. Les tribunaux déperissent, les moyens humains et financiers manquent, les justiciables et les professionnels sont en droit d'exiger un effort sans précédent.

INVESTIR POUR LA JUSTICE

Recrutement de personnels pour désengorger les tribunaux et raccourcir les délais

Rénovation des locaux pénitentiaires et construction de tribunaux

Augmentation des effectifs des agents pénitentiaires pour garantir la dignité en prison

CHANGER DE LOGIQUE

Mettre fin au tout carcéral par des peines alternatives

Garantir la protection judiciaire de la jeunesse en **privilégiant la prévention et en pratiquant des sanctions éducatives**

Supprimer la Cour de Justice pour **soumettre les ministres à la justice ordinaire**

Garantir **l'indépendance de la justice**

DES LOIS RATIONNELLES

Désencombrer l'action policière par la **légalisation du cannabis** et le contrôle de la production et de la vente par l'État

Abroger les lois sécuritaires inefficaces et renforcer les politiques de prévention

Une politique judiciaire à la hauteur des ambitions d'égalité de tous devant la loi et qui refuse le « deux poids, deux mesures ».





POUR LA SÉCURITÉ

RETOUR À LA RAISON

Nous avons besoin d'une police de la République garantissant la sécurité et la sûreté intérieures. Il faut lui rendre les moyens humains et financiers de protéger les libertés individuelles et collectives. Prévention, dissuasion, sanction: la lutte pour la sécurité ne saura être efficace sans reposer sur ces trois exigences.

UNE POLICE RÉPUBLICAINE

En finir avec l'aberrante politique du chiffre

Réhabiliter la police de proximité en refondant les polices municipales et en démantelant les BAC

Donner la priorité au démantèlement des trafics (drogue, armes, êtres humains, corruption, terrorisme)

DES MOYENS À LA HAUTEUR

Plan de recrutement de gendarmes, de policiers (effectifs de 2007), d'agents administratifs, techniques et scientifiques

Rénovation des commissariats et amélioration de l'accueil du public

ANTI-TERRORISME CONSÉQUENT

Sortir des guerres déstabilisantes et des alliances hypocrites

Sortir de l'état d'urgence : la logique d'exception ne protège pas mieux que l'état de droit

Renforcer le renseignement territorial en développant les moyens humains

Combattre la logique communautaire qui cherche à nous diviser. Lutter contre l'embrigadement en prison

Une politique judiciaire à la hauteur des ambitions d'égalité de tous devant la loi et qui refuse le « deux poids, deux mesures ».



BOURSE

POUR UNE ÉCONOMIE LIBÉRÉE DE LA FINANCE

Au lieu de combattre la finance, Hollande et Valls l'ont aidée à saccager l'économie réelle. Les revenus des actionnaires en France sont les plus élevés d'Europe. Des bulles financières menacent nos emplois. Il faut protéger l'économie réelle de la finance!

ARRÊTER LA SPÉCULATION

Séparation des banques d'affaires qui spéculent et des **banques de détail** qui aident aux investissements dans l'économie réelle

Contrôler les mouvements de capitaux pour terrasser la fraude et l'évasion fiscales et empêcher les attaques spéculatives

CONTRÔLER LA FINANCE

Taxer réellement les transactions financières

Échelle des salaires de 1 à 20 dans toutes les entreprises

Encadrement des revenus exorbitants des plus grands actionnaires

Droit de préemption des salariés en cas de vente de leur entreprise

POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Diminution des frais bancaires

Contraindre la Société Générale à rembourser 2,2 milliards d'euros à l'État suite à la reconnaissance de sa responsabilité dans l'affaire dite Jérôme Kerviel

Poursuivre les délinquants financiers

Une politique de « définanciarisation » de l'économie réelle et de combat contre la spéculation boursière.





POUR LE PLEIN EMPLOI

CRÉER & PARTAGER

10% de chômage! 6 millions de travailleurs sans emploi. La peur du chômage est une muselière efficace pour empêcher les travailleurs de revendiquer leurs droits et des hausses de salaire. Ce n'est pas la «guerre aux chômeurs» qu'il faut mener, c'est relancer l'activité et créer des emplois. Le protectionnisme solidaire est au service de l'intérêt général contre les multinationales et la mondialisation financière. Le grand déménagement du monde doit cesser!

DE NOUVEAUX EMPLOIS

Créer 3,5 millions d'emplois par la réduction du temps de travail, la transition énergétique, l'agriculture paysanne, l'économie de la mer, la fonction publique et les contrats jeunes

Investir 100 milliards d'euros pour relancer l'activité dans de grands projets d'intérêt national

Augmenter le smic net mensuel à 1326€ et revaloriser les salaires des fonctionnaires gelés depuis

PROTECTIONNISME SOLIDAIRE

Refus des traités internationaux de libre-échange : TAFTA avec les États-Unis, CETA avec le Canada et TISA de libéralisation des services

Taxe kilométrique et carbonique sur les importations

Des mesures protectionnistes d'urgence pour sauver les industries stratégiques (acier, photovoltaïque,...)

PROTÉGER NOS EMPLOIS

Interdiction des produits provenant du travail des enfants et rétorsion commerciale contre les paradis fiscaux

Interdiction des licenciements boursiers et du versement des dividendes dans les entreprises ayant recours à des licenciements économiques

Une politique créatrice de nouveaux emplois, qui protège les travailleurs en favorisant la production en France.





POUR UNE RETRAITE GARANTIE & SOLIDAIRE

Avec les gouvernements de Fillon/Sarkozy et de Hollande/Valls, l'âge de la retraite est passé à 66 ans avec 43 ans de cotisation pour une retraite à taux plein ! Après des années de travail, les « seniors » se retrouvent au chômage en attendant une retraite décotée et minimale. C'est insensé !

DROIT À UNE RETRAITE DIGNE

Retraite à 60 ans à taux plein avec une durée de cotisation pour une retraite complète à 40 ans

Pensions de retraite au niveau du smic pour une carrière complète et le minimum vieillesse à 1000 € (200 € de plus)

RÉGIME PAR RÉPARTITION

Rendre durable le régime de solidarité entre les générations en refusant les politiques européennes favorables aux lobbys de la retraite par capitalisation

UN FINANCEMENT DIVERSIFIÉ

Mettre en place une taxe de solidarité sur les revenus financiers des entreprises

Élargir l'assiette des cotisations au régime de retraite en permettant aux indépendants, artisans, commerçants, gérants de TPE et PME de cotiser au régime général

Une politique de retraite qui garantisse le droit au départ à 60 ans et l'augmentation des petites pensions.





POUR L'ÉGALITÉ

ENTRE LES FEMMES & LES HOMMES

L'égalité entre les femmes et les hommes est notamment une question sociale ! Aujourd'hui encore, à postes et qualifications équivalents, les femmes sont moins payées que les hommes. Le temps partiel contraint touche à 80% des femmes. Et la maternité reste un «risque» pour la carrière de nombreuses femmes. Conséquence: de nombreuses femmes en situation de précarité, voire de pauvreté, et des familles en souffrance.

ÉGALITÉ DE SALAIRES

Généralisation des accords d'entreprise contre les inégalités de salaires et de carrière entre femmes et hommes

Sanctions financières et pénales contre les entreprises qui ne respectent pas cette égalité (jusqu'à l'interdiction d'accès aux marchés publics)

Parité entre les femmes et les hommes dans les institutions représentatives (politiques, administratives, etc)

GARANTIR LES DROITS

Congés parentaux de durée identique entre les parents

Renforcer le planning familial dans ses missions de formation et d'éducation pour la contraception et le droit à l'avortement

COMBATTRE LE SEXISME

Limitation du recours aux horaires décalés dans les entreprises

Lutter contre les violences faites aux femmes

Une politique d'égalité entre les femmes et les hommes et d'émancipation par la protection des droits fondamentaux des femmes.





POUR UN LOGEMENT

UNIVERSEL & DURABLE

30 000 enfants vivent sans abri fixe dans notre pays. Près d'un million de personnes sont sans logement personnel, 4 millions sont mal logées, 12 millions ont des problèmes de loyers ou d'insalubrité. Tous ont droit à une vie digne.

TOUS LOGÉS

Interdire les expulsions sans solution de relogement

Objectif zéro sans-abri : chacun doit se voir proposer un hébergement ou un logement d'urgence

Construction d'un million de logements publics aux normes écologiques

MIEUX LOGÉS

Plan de rénovation écologique pour isoler 3,5 millions de logements et éradiquer l'insalubrité

Mise en place d'un guichet unique pour la rénovation écologique du logement des propriétaires individuels

LE LOGEMENT STABLE

Garantie universelle des loyers pour favoriser l'accès de tous au logement

Aider les initiatives d'habitat participatif et coopératif (projets entre plusieurs locataires et propriétaires)

Taxe progressive sur les transactions supérieures à un million d'euros pour les logements privés

Une politique du logement qui garantit un toit aux plus fragiles et donne des droits nouveaux aux locataires et propriétaires.





POUR LA RÉVOLUTION FISCALE

Le partage des richesses se fait aussi par la fiscalité. Notre pays est riche. Mais l'argent est capté par les uns au lieu d'être mis au service de l'intérêt général par l'impôt. Il doit être refondé sur des bases claires et redistributives. Tout le monde paie déjà des impôts injustes comme la TVA ou la CSG. Avec la révolution fiscale, chacun contribuera selon ses moyens réels.

FAIRE L'IMPÔT RÉPUBLICAIN

Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches au lieu de 5 aujourd'hui

Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée

Supprimer les niches fiscales jugées injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Surtaxer les revenus au delà de 400 000 euros de revenus annuels par personne (33 000 euros par mois)

Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, annuler les hausses récentes et réinstaurer une « TVA sur le grand luxe » pour financer ces baisses

PARTAGER LES RICHESSES

Renforcer l'impôt de solidarité sur la fortune pour les patrimoines au delà d'un million d'euros

Augmenter les droits de successions sur les gros patrimoines (pas d'impôt en-dessous de 130 000 euros d'héritage par enfant)

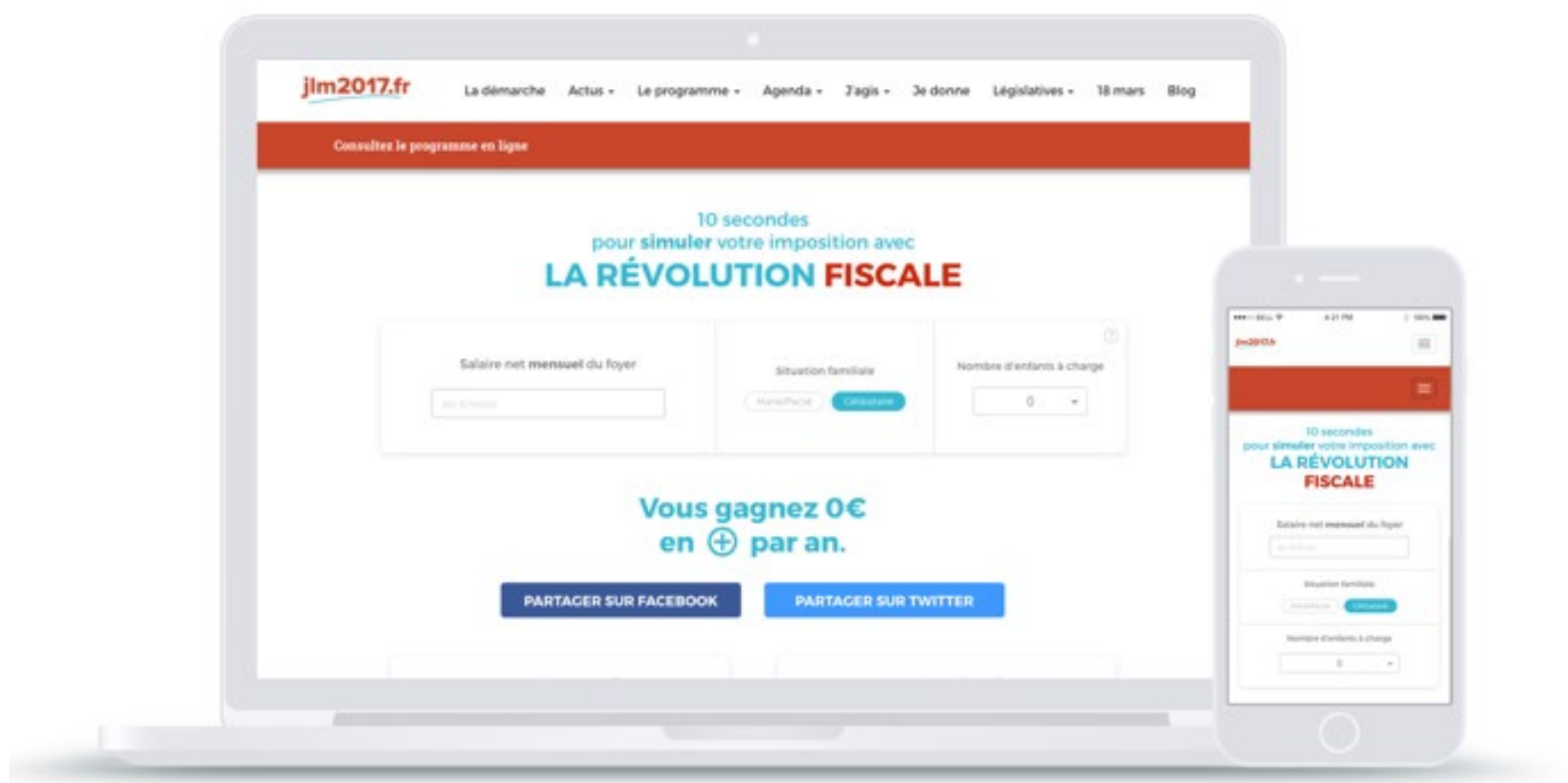
Créer un héritage maximum pour les fortunes au delà de 30 millions d'euros (les 0,01 % les plus riches)

Cette politique fiscale fera baisser les impôts pour les personnes qui gagnent moins de 4 000 euros par mois et réduira les inégalités en redistribuant les richesses.



**LA RÉVOLUTION FISCALE,
ÇA VOUS INTÉRESSE ?**

CLIQUEZ POUR RETROUVER NOTRE SIMULATEUR D'IMPÔTS EN LIGNE



ou rendez-vous sur impots.jlm2017.fr



POUR UNE ÉNERGIE

100 % RENOUVELABLE

Le changement climatique impose de sortir des énergies émettrices de gaz à effet de serre. Le nucléaire n'est pas une solution d'avenir et un accident aura des conséquences désastreuses sans retour. Il faut en sortir. C'est un défi technique et humain enthousiasmant. Les études scientifiques montrent que c'est possible d'ici 2050. Seule manque la volonté politique. Nous l'avons !

RÉPONDRE À L'URGENCE

Arrêter les subventions aux énergies fossiles et toute prospection de gaz et pétrole de schiste et de houille

Sortie du nucléaire en commençant par la fermeture immédiate de la centrale de Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation

Abandon des projets de réacteurs nucléaires et de la politique de poubelles nucléaires à Bure et dans l'Est

MODERNISER LA PRODUCTION

Plan de transition énergétique vers les énergies renouvelables fondé sur la sobriété et l'efficacité : objectif 100 % renouvelable en 2050

Pôle public de l'énergie pour mener une politique nationale cohérente, en renationalisant EDF et Engie

Développement et investissement dans la recherche d'énergies alternatives, non polluantes, notamment les énergies marines renouvelables (EMR)

Une politique énergétique qui respecte l'écosystème, sert l'intérêt général humain et garantit la viabilité de la planète.





L'EAU NOTRE BIEN COMMUN

Nous garantirons à chacun une vie digne, en assurant l'accès à l'eau potable et à l'énergie. Selon l'ONU, le monde fera face à un manque global d'eau dès 2030. L'eau est un bien commun qui ne peut être accaparé par des intérêts privés.

GARANTIR L'ACCÈS

Instaurer la gratuité de l'accès aux quantités d'eau indispensables à une vie digne

Interdire les coupures d'eau et de réduction de débit au domicile principal

Pénaliser les mauvais usages et les gaspillages en instaurant une tarification progressive

Soutien international pour l'accès à l'eau dans le monde et à son assainissement

LUTTER CONTRE LA POLLUTION

Interdire les rejets d'eaux polluées dans les fleuves et la mer sans traitement préalable

Assurer une prise en charge publique de l'assainissement particulier

POUR UNE GESTION PUBLIQUE

Revenir à une régie publique de l'eau en ne renouvelant plus les contrats de gestion des compagnies privées

Associer les usagers, les élus et les professionnels dans les régies publiques

Une politique de gratuité des premiers m³ d'eau et de gestion publique de son accès.





POUR UNE AGRICULTURE

ÉCOLOGIQUE & PAYSANNE

L'agriculture fournit l'essentiel de notre alimentation. Or le modèle agricole actuel détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. On peut faire différemment: produire autrement pour se nourrir mieux.

UNE AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Refuser les OGM, et bannir les pesticides nuisibles (glyphosate, néonicotinoïdes, etc.)

S'orienter vers une **alimentation 100 % biologique** locale dans la restauration collective

Réduire la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales

UNE AGRICULTURE PAYSANNE

Faciliter l'installation des jeunes agriculteurs pour **créer 300000 emplois agricoles** et une renégociation de la PAC

Stopper les projets de fermes usines où les animaux sont maltraités

Privilégier les circuits de proximité, et plafonner les marges de la grande distribution pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs

Une politique agricole biologique assurant des prix accessibles pour les consommateurs et rémunérateurs pour les paysans.





POUR UNE EUROPE LIBÉRÉE DES TRAITÉS

L'Union Européenne est en voie de dislocation. Elle n'a pas voulu écouter les refus des peuples depuis le référendum français de 2005. La Commission européenne, constituée de bureaucrates et dominée par l'Allemagne, veut obliger les pays à rembourser une dette dont la majeure partie est constituée d'intérêts bancaires !

NOS EXIGENCES

Stopper la libéralisation et la privatisation des services publics demandées par Bruxelles

Modifier les statuts de la Banque Centrale Européenne pour qu'elle puisse prêter directement aux États

Désobéissance à la règle absurde encadrant les déficits de l'État à 3% (pacte de stabilité)

Fin de la directive sur le détachement de travailleurs en France : les cotisations sociales doivent être les mêmes pour tous

PLAN A

Négocier une **refondation démocratique, sociale et écologique** de l'Union européenne

Soumettre le résultat des négociations au peuple français pour décider souverainement de la participation ou de la sortie de l'Union Européenne

PLAN B

Suspension de la contribution de la France au budget de l'Union Européenne (22 milliards d'euros par an dont 7 milliards d'euros de contribution « nette »)

Transformation de l'euro en monnaie commune et non plus unique

Contrôle des capitaux et des marchandises aux frontières nationales

Une politique pour sortir des traités européens imposant l'austérité budgétaire, le libre-échange et la destruction des services publics.





POUR UNE FRANCE INDÉPENDANTE

AU SERVICE DE LA PAIX

La France est une Nation universaliste. Les quinquennats Sarkozy et Hollande ont enfermé la France dans l'Otan à la remorque des folies guerrières des États-Unis. Pour promouvoir la paix et la coopération, retrouver l'indépendance est une nécessité absolue !

RENFORCER L'ONU

Refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU, seul organe légitime garantissant la sécurité collective

Sortir de l'Otan et refuser toute alliance militaire permanente

Arrêter l'Europe de la Défense, qui prépare la guerre sous injonction des États-Unis

AGIR POUR LA PAIX

Construire la paix en Syrie et en Irak par la mise en place d'une coalition universelle sous l'égide de l'ONU

Réviser les alliances hypocrites avec les pétromonarchies du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite, ...)

Reconnaître l'État palestinien et appuyer la solution à deux États coexistant pacifiquement

CONSTRUIRE L'ALTERMONDIALISME

En finir avec la Françafrique en respectant la souveraineté des États africains et celle des peuples

Adhérer à la banque de développement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et bâtir une nouvelle alliance altermondialiste

Une politique souveraine et altermondialiste qui assure le retour en force de l'ONU face aux déséquilibres et menaces pour la stabilité et la paix.





RÉGLER LES CAUSES DES MIGRATIONS

ET ACCUEILLIR DIGNEMENT LES MIGRANTS

Les migrations sont un sujet trop sérieux pour les réduire à des surenchères opportunistes et à des pulsions incontrôlées. La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi car émigrer est toujours une souffrance pour celui ou celle qui part.

AGIR À L'INTERNATIONAL

Appliquer une diplomatie active et indépendante au service de la paix pour éviter aux migrants de devoir fuir leur pays en arrêtant les guerres et en mettant fin aux accords commerciaux inégaux qui détruisent les économies locales

Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures en refusant la militarisation du contrôle des flux migratoires

Œuvrer à la création d'une Organisation mondiale des migrations liée à l'ONU

AGIR POUR LA PAIX

Réaffirmer le droit d'asile en accueillant les réfugiés qui en relèvent grâce à une administration adaptée à cette mission

Respecter la dignité humaine des migrants, notamment dans les camps d'accueil

Garantir leur droit fondamental à une vie de famille en arrêtant le placement en centre de rétention d'enfants et en accompagnant les mineurs isolés

Une politique qui respecte les migrants et règle les causes des migrations que sont les guerres, le réchauffement climatique et le libre-échange.





POUR UNE SANTÉ PUBLIQUE & GRATUITE

Le système de santé français a longtemps été le meilleur au monde. Mais aujourd'hui, l'austérité et la marchandisation l'ont abîmé. La santé doit redevenir un droit pour toutes et tous !

PRÉVENIR

Plan national de prévention des maladies liées à la pollution, aux pesticides, à l'alimentation, à la consommation de drogues et d'alcool, à la souffrance au travail et au stress

L'ACCÈS AUX SOINS

Service de médecins généralistes, fonctionnaires d'État, qui exerceront en milieu rural et zones périphériques

Remboursement à 100% des soins prescrits : gratuité des soins et appareils dentaires, optiques et auditifs, baisse du tarif des lunettes

Pôle public du médicament pour baisser les prix et protéger la recherche médicale de la spéculation financière des laboratoires pharmaceutiques

DES SOINS DE HAUTE QUALITÉ

Augmentation de la capacité d'accueil dans les hôpitaux et recrutement de médecins, infirmiers et aide-soignants pour **faire de l'hôpital public un service de haute qualité** médicale et humaine

Une politique de santé publique et préventive adaptée aux besoins de tous, quel que soit l'endroit où l'on vit et quels que soient ses revenus.





POUR UNE ÉDUCATION

PUBLIQUE, LAÏQUE ET GRATUITE

L'Éducation n'est pas une marchandise. C'est la base sur laquelle nous construisons notre personne. Il est temps de réparer les dégâts en instruisant mieux et davantage.

CONTRE LES INÉGALITÉS

Scolarité obligatoire de 3 à 18 ans, en adaptant les pédagogies et les parcours scolaires.

Gratuité réelle des matériels et activités associés : cantine, transport, activités périscolaires, manuels scolaires, fournitures

Réduire le nombre d'élèves par classe en primaire et maternelle et développer les Réseaux d'aide aux élèves en difficulté

Révision de la carte scolaire pour garantir la mixité sociale

POUR L'EXCELLENCE

Valorisation du métier d'enseignant à travers leur rémunération, leur mission et les moyens d'exercice

Recrutement de **60.000 enseignants supplémentaires** en 5 ans

Abrogation de la loi Carle qui oblige les municipalités à financer l'enseignement privé

Rétablir la durée du bac professionnel à 4 ans

Organiser un maillage complet du territoire en augmentant le nombre d'établissements d'enseignement professionnel

Une politique d'éducation qui donne du sens à la mission d'instruction. Chacun a le droit d'être éduqué et qualifié.





DÉMOCRATISER LA CULTURE

POUR L'EXCEPTION CULTURELLE FRANÇAISE

La culture est la base de l'émancipation individuelle et collective. Elle est aujourd'hui la victime de dizaines d'années de libéralisme destructeur. La création et les pratiques artistiques sous toutes leurs formes méritent d'être encouragées. Notre politique culturelle a pour but de développer l'art, la création et la connaissance, de garantir un statut stable et durable aux artistes et acteurs culturels.

CRÉATION ET TRANSMISSION

1% du PIB pour l'art, la culture et la création

Défense de l'exception et la diversité culturelles au niveau international

Des formations à la culture à tous les niveaux de l'Éducation, de la maternelle, par l'éveil culturel, au lycée, par l'enseignement culturel complet

LA CULTURE NUMÉRIQUE

Création d'une médiathèque publique en ligne, avec une plateforme d'offre légale de musique, films et contenus culturels

Suppression de la loi Hadopi, inefficace, et instauration d'une cotisation universelle sur les abonnements internet pour financer le téléchargement non marchand

STABILISER LES MÉTIERS

Pérenniser le régime des intermittents du spectacle sur la base de l'accord du 28 avril 2016 et l'étendre aux professions artistiques précaires

Une politique culturelle populaire et ambitieuse. Ne réservons pas la culture à une minorité de privilégiés.





LA MER

NOTRE NOUVEL HORIZON

Avec 11 millions de km², la France a le deuxième territoire maritime du monde. C'est un espace à explorer pour la relance écologique de l'activité. Énergie, alimentation, médecine, transport, tant de ressources sont à notre portée, pour peu qu'on sache les utiliser avec intelligence et conscience de l'enjeu écologique.

DE NOUVEAUX EMPLOIS

Créer 300 000 emplois tournés vers l'économie de la mer

Ouvrir un lycée professionnel maritime public dans chaque département littoral et d'Outre-mer

Développer les « classes bleues » pour que chaque enfant puisse voir la mer

LES ÉNERGIES MARINES

Porter la capacité de production d'électricité par les énergies marines renouvelables (EMR) à au moins 13 GW d'ici 2030 et 30 GW en 2050

Nationaliser la branche Énergies Marines d'Alstom cédée à General Electric

Mettre en oeuvre un plan pour l'autonomie énergétique des Outre-mer

FAVORISER LA PÊCHE PROPRE

Instaurer un plan de renouvellement de la flotte de pêche sous conditions écologiques en commençant par les 1700 navires de plus de 35 ans

Développer l'aquaculture en mer autour des champs d'éoliennes off-shore

Une politique qui engage la France dans un « Plan Mer » écologique en créant 300 000 emplois.





L'ESPACE NOTRE AMBITION

L'espace représente un formidable défi pour l'humanité. Notre nation, tournée vers l'espace, peut être le fer de lance de la recherche et du développement des technologies qui y sont liées. Il fait l'objet de convoitises marchandes. Il est, au même titre que l'air ou l'eau, un bien commun, qui doit être protégé de la rapacité de l'oligarchie financière.

APPROFONDIR LES CONNAISSANCES

Poursuivre la découverte scientifique de l'univers via les observatoires terrestres et spatiaux

Donner une suite à la mission Rosetta qui, avec la sonde Philae, a permis l'amélioration de nos connaissances sur l'origine du vivant

Développer les missions interplanétaires (Mars)

PROTÉGER NOTRE BIEN COMMUN

Lancer un programme de dépollution de l'orbite terrestre

Lancer un programme de lutte contre la pollution lumineuse qui prive une partie de la population de la vue des étoiles et nuit aux observations

DÉVELOPPER LA COOPÉRATION

Assurer une présence humaine permanente dans l'espace

Lancer le renouvellement de la station spatiale internationale

Proposer la création d'une base permanente sur la Lune

Une politique de recherche spatiale ambitieuse, au service de la connaissance et de la coopération internationale pour permettre à un plus grand nombre de Nations d'accéder aussi à l'espace.





POUR DE NOUVEAUX DROITS ET LIBERTÉS NUMÉRIQUES

Le monde numérique est une nouvelle frontière de l'humanité. Les activités liées au virtuel, à l'Internet et à la robotique sont une chance pour la France ! Les intérêts privés cherchent à en tirer profit. Si on laisse ce domaine aux multinationales, elles en feront un espace de soumission aux logiques financières et de restriction des libertés. Nous devons affirmer le caractère d'intérêt général de la révolution numérique.

AU SERVICE DES CITOYENS

Supprimer Hadopi, loi inefficace et coûteuse contre le piratage

Garantir la couverture Internet en très haut débit dans tout le pays

Interdire le fichage généralisé et supprimer le fichier des « gens honnêtes » (Fichier TES)

Protéger les données personnelles, y compris celles qui sont hébergées à l'étranger, et lutter contre leur utilisation mercantile

PROTÉGER DES MULTINATIONALES

Reconquérir la maîtrise publique des technologies liées au numérique et aux télécommunications (câbles sous-marins, lancements de satellites)

Garantir la neutralité du net pour assurer un accès sans restriction et sans surveillance

SOUTENIR L'INNOVATION

Encourager la création de lieux collectifs de création d'outils numériques (Fablabs)

Favoriser les créations françaises dans le domaine des jeux vidéos

Une politique qui place la révolution numérique et la technologie au service du progrès humain.



VOUS VOUS ÊTES DEMANDÉ
« MAIS COMBIEN ÇA COÛTE » ?

ÇA TOMBE BIEN, NOUS AUSSI !

CLIQUEZ
POUR RETROUVER NOTRE ÉMISSION



ESPRIT DE
CAMPAGNE

SPÉCIALE CHIFFRAGE



**RETROUVEZ
LE PROGRAMME COMPLET
SUR**

laec.fr



CLIQUEZ POUR RETROUVER TOUS LES LIVRETS THÉMATIQUES DE LA FRANCE INSOUMISE SUR



avenirencommun.fr



LE 18 MARS 2017, NOUS ÉTIONS PLUS DE

130 000

À MARCHER POUR LA

6^e RÉPUBLIQUE

CLIQUEZ POUR REVIVRE CE MOMENT



Melenchon 2017



La France
insoumise
jlm2017.fr

